



**Directeur de Sciences-Po depuis 1996, Richard Descoings veut hisser l'institut au rang des grandes universités mondiales. En bousculant. Et sans craindre d'agacer**

# L'AGITATEUR



CHRISTIAN GORU

**H**AMINATOU s'est assise, bien droite, face au jury de la commission. C'était en juillet, à l'institut d'études politiques de Paris (IEP), alias Sciences-Po. Ils étaient cinq pour l'interroger : un chef d'entreprise, deux professeurs d'université, une directrice adjointe de Sciences-Po et le directeur en personne, Richard Descoings. C'est lui qui est à l'origine de cette réforme qui n'en a pas fini de faire débattre et jaser, permettant, par convention avec sept lycées classés en zone d'éducation prioritaire (ZEP), à quelques élèves sélectionnés par leurs professeurs de tenter l'entrée en première année de Sciences-Po par un examen oral, sans passer par le concours d'entrée.

Haminatou se présente : 18 ans, 11 frères et sœurs, d'origine malienne. Le jury l'interroge sur le dossier d'actualité qu'elle avait préparé, la peine de mort aux États-Unis. « Je savais que j'étais contre ce châtiment inacceptable, je voulais connaître cet aspect de la justice américaine », commence Haminatou, plutôt à l'aise, le regard pétillant. Du jury, les questions fusent.

Poliment, Richard Descoings bombarde à son tour. A quelle famille de valeurs morales appartient l'abolition de la peine de mort ? Pourquoi la Révolution française a-t-elle été favorable à son application ? Haminatou ne se démonte pas, hésite parfois, sourit si son argument ne résiste pas. Suivent des questions sur le référendum en Corse.

« Le référendum est-il un bon moyen de décision politique ? », reprend Descoings.

« Bien sûr », répond Haminatou. La population décide de son sort et est souveraine, c'est

## DE LA RUE

# SAINT-GUILLAUME

important pour la démocratie. « Aurait-il fallu soumettre la peine de mort à référendum plutôt qu'au Parlement ? » « Non, ça ne m'aurait pas plu. Car la population est pour la peine de mort. » « Vous mettez l'efficacité avant l'éthique, alors ? »

On passe aux retraites, à l'Afrique, au conflit israélo-palestinien. Haminatou est vive dans le jeu de la conversation, confuse dans ses réponses. Le défaut de culture générale, n'est-ce pas ce que l'on peut « accepter » d'élèves de milieux défavorisés ? « Oui pour la culture générale », répond Richard Descoings. Mais nous ne pouvons pas transiger sur le savoir scolaire. On évalue la densité du propos, le potentiel, la curiosité intellectuelle. Haminatou n'a pas été reçue. Sur 250 candidats proposés par les sept lycées cette année, 84 ont été admissibles et 37 admis, soit 12 % des étudiants de première année. « Guide démocratique », « admission au rabais », « dévalorisation du diplôme », les critiques ne manquent pas. Côté « démocrate » : la réforme ne rétablit pas assez l'égalité des chances ; côté « républicain » : elle trahit la méritocratie.

Richard Descoings veut inventer autre chose. Frapper dans la fourmilière, secouer une vieille institution facilement tentée de s'endormir sur la reconnaissance que lui porte une bonne part des élites françaises, qu'elle a formées. Désenclaver la Rue Saint-Guillaume, haut lieu de la consanguinité sociale. Par l'accès possible des plus défavorisés. Par son internationalisation, surtout.

Son prédécesseur et mentor, Alain Lancelot, avait commencé la « révolution » et laissé deux consignes : le projet éducatif doit mêler déploiement de l'intelligence et prépa-

ration aux métiers ; Sciences-Po sera international ou ne sera pas. Dès son arrivée à la tête de l'IEP en 1996, à 38 ans, Descoings maintient le cap, accumulant ses propres réformes : suppression des quatre fameuses sections (service public, économie et finances, politique et social, relations internationales), « conventions ZEP », ouverture de « premiers cycles délocalisés » en province, allongement de la scolarité de trois à cinq ans, incluant un séjour obligatoire à l'étranger... La dernière en date l'expose à un bras de fer houleux avec certains syndicats étudiants : l'augmentation des droits de scolarité. Il s'y attend. En le disant, il bouscule son sérieux par un sourire juvénile, les yeux arborés. « On va avoir une rentrée hautement agitée. » Et reprend sa mine grave et secrète, aussi vite qu'il avait souri.

**D**ESCOINGS agace. On le reconnaît brillant, énergique, inventif. On lui reproche son « bouguisme », des réformes « poudre aux yeux », le fait d'être un « techno », venu du Conseil d'Etat et non de l'enseignement ou de la recherche, un autoritarisme pressé ne ménageant pas le temps de réflexion des universitaires ni la parole des syndicalistes, une vie de danseur noctambule. Au comité d'entreprise, on dénonce des dépenses destinées à « l'esbroufe » - frais de réception, réfection de la cafétéria en cybercafé aux airs de night-club, voyages avec les étudiants -, trouvant à redire sur la rénovation de la bibliothèque ou la mise en place des locaux de l'école doctorale. Au syndicat majoritaire chez les salariés (SNAP-FNSP-FSU), on l'accuse d'avoir « prouvé surabondamment qu'il passait en force en se

débarrassant des problèmes et des gens ».

Certains apprécient son « look moderne », lui rendant grâce d'avoir fait financer par Sciences-Po le char d'une association gay et lesbienne à la Gay Pride. Les mêmes voient en lui un « ultraibéral » déguisé en homme de gauche, conduisant en secret la privatisation de l'IEP Paris. Le séjour obligatoire à l'étranger en troisième année ? Une internationalisation « par le bas », destinée à des élèves trop jeunes pour en tirer profit. L'allongement de la scolarité à cinq ans pour harmoni-

ser la régulation étatique, fait des notes « techno » et n'a de la société qu'une vision étroite. « Lisez la grande littérature, lui dit-il, voyagez, prenez de l'épaisseur, allez voir ailleurs, je vous attends. Descoings obéit. Il Tocqueville, fait ses armes dans les cabinets ministériels. Au budget, chez Charasse, puis à l'éducation nationale, conseiller budgétaire auprès de Jack Lang. Il y acquiert une surface politique, des réseaux administratifs qui l'aideront à obtenir des fonds publics. Quand il retourne au Conseil d'Etat, Lancelot le sur-

ces-Po, « du suicide intellectuel ». Il y va quand même, intègre laborieusement l'ENA au bout de trois tentatives, reçu dans les derniers de la promotion Léonard-de-Vinci, 1983-1985. Et sort dans les dix premiers.

Du passage de Richard Descoings aux cabinets de Lang et de Charasse, on a déduit qu'il était homme de gauche, et il s'en est prévalu. Ses réformes, du coup, ont désarçonné une partie de sa « famille ». Il précise : « Je suis démocrate plus que républicain. Si j'étais de gauche, je serais anti-événementniste. Si j'étais de droite, je serais libéral plus que conservateur. Je fais partie des tenants de la réforme. »

Dans une note de 30 pages, il a présenté la dernière : accroître le financement de Sciences-Po par le quadruplement des droits de scolarité, progressif en fonction des ressources de chacun. Ils atteindraient 4 000 euros annuels pour les 5 % de revenus parentaux les plus élevés. Deux objectifs : financer exonérations, bourses et logements universitaires pour les défavorisés ; assurer la place de l'établissement dans la compétition internationale.

Richard Descoings se défend de vouloir reproduire un système « à l'américaine » : à Sciences-Po, l'admission ne se fait pas sur dossier et le financement public reste très majoritaire : 76 % du budget, en augmentation de 60 % depuis 1996. « Je ne crois pas au désengagement de l'Etat par une diminution des crédits. Mais le décalage entre l'aide publique et les besoins de financement ne peut que s'accroître. Comment répondre, sinon, aux besoins de la recherche, à l'augmentation du nombre d'étudiants (+ 45% depuis 1996), comment rémunérer plus honorablement les maîtres de conférence (90 % des enseignants de Sciences-Po) ? »

À l'UNEF, on se pince. « C'est de l'ultralibéralisme masqué conduisant à la privatisation de Sciences-Po », s'indigne Thymée N'Dour, présidente de l'UNEF. Riposte de Descoings : selon les simulations, la réforme augmenterait de 4 % à 8 % la part des droits de scolarité. « Je ne suis pas sûr qu'on puisse appeler ça privatisation », ironise le directeur. « Il est très habile pour faire passer les réformes en escamotant les débats sur le mode "c'est pour ou c'est con", reprend Thymée N'Dour. Démocratie et solidarité. Descoings n'a que ces mots-là à la bouche. Il faut faire passer la pilule et pour résister au "déclin", ce mot-là aussi est toutes les deux lignes. C'est la réforme Richard Déclin. » Le syndicat, allié à SUD, mijote une rentrée « chaude ».

Mais Descoings persiste. Internationaliser Sciences-Po, c'est son obsession. Déjà, la présence de 30 % d'étrangers a changé le paysage de la Rue Saint-Guillaume. « Il y a vingt ans, dans le vestiaire, on ne voyait que des lodens », se rappelle Nadia Marik, une ancienne étudiante devenue directrice adjointe. Ils sont un sur trois, un sur quatre, à

« J'ai juste envie de lui dire : soyez alpiniste, ne lâchez une prise que quand vous êtes assuré d'avoir l'autre »

ALAIN LANCELOT

veillé d'un œil comme son successeur évincé. En 1996, c'est fait.

La famille de Richard Descoings avait donné l'exemple. Du côté maternel, on est suisse, artisan horloger et boulanger depuis des générations, de culture calviniste et travaillieuse. Les parents de Descoings, font des études supérieures, deviennent médecins. « Je suis par cette expérience familiale que l'investissement des parents dans les études des enfants peut changer leur vie entière. Et qu'il n'y a pas de fatalisme. » Au lycée Louis-le-Grand, à Paris, il est exclu à cause d'un professeur de maths ayant vu en lui un élève « totalement dénué d'esprit de synthèse et incapable de suivre la classe supérieure ». A Henri-IV, où il atterrit, un professeur d'hypochondrie, philosophe, lui « interdit » de faire Scien-

venir d'universités de 40 pays. Un tiers des cours est enseigné dans une langue étrangère. Et Sciences-Po tient son rang : attirant un nombre croissant d'étudiants français et étrangers (ils sont 5 800 aujourd'hui), fournissant la quasi-totalité des reçus à l'ENA, préparant avec succès à une dizaine de concours administratifs, figurant en troisième place des meilleures formations de gestion, derrière HEC et l'Essec (classement du *Nouvel Economiste*, janvier 2003). De plus en plus d'établissements étrangers, selon Marc Lazar, directeur de l'école doctorale, sollicitent Sciences-Po pour des projets communs.

Mais le « Sciences-Po dream », résume ce dernier, ce serait qu'un étudiant hésite entre Harvard ou Columbia et Sciences-Po. Ce serait savoir faire face à l'université de Chicago, qui va s'établir à Paris pour créer une plate-forme européenne. Si on ne bouge pas, on mourra en beauté, fière de nous et à l'écart du monde. Ce serait, ajoute Descoings, faire venir sans être ridicule un professeur étranger. « On invite Ezra Suleiman, professeur à Princeton, ou Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, à donner des cours magistraux pour 4 000 euros par mois. Ils rigolent. On compense l'honneur d'enseigner à Sciences-Po, un logement à Saint-Germain-des-Près. Pour quelques mois, ça passe. Mais ce système est à bout de souffle. »

Elu en juillet par *Business Week* l'une des 25 « stars de l'Europe à l'avant-garde du changement », Richard Descoings est boulimique de réformes. Au point qu'Alain Lancelot lui conseillerait bien un peu de lenteur. « J'ai juste envie de lui dire : soyez alpiniste, ne lâchez une prise que quand vous êtes assuré d'avoir l'autre. »

Marion Van Renterghem